L'ELIMINATION DES CONCEPTIONS ERRONEES

[illegible]

GUIDE IDEOLOGIQUE PRATIQUE POUR LE MILITANT DE L'U.P.C. DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

Edité par le Bureau du Comité Directeur de l'U.P.C.
5, Rue Ahmed Hishmet — Zamalek — Le Caire

LE CAIRE — AOUT 1960

PREFACE

LE PARTI SE FORTIFIE EN S'EPURANT DES ELEMENTS OPPORTUNISTES[1]

La lutte héroïque du peuple kamerunais se développe à une allure vertigineuse. Notre Armée de Libération Nationale, qui vit dans le peuple comme un poisson dans l'eau, remporte des victoires de plus en plus éclatantes. Aussi bien les impérialistes et leurs agents eux-mêmes en viennent-ils à confesser publiquement l'inefficacité de toutes leurs mesures tendant à endiguer la marée révolutionnaire. Les autorités franco-kamerunaises se voient obligées de proclamer en public que leur gouvernement repose tout entier sur des troupes d'occupation étrangères. Elles, qui se sont opposées à des élections libres sous contrôle des Nations-Unies, sont aujourd'hui les premières à demander l'intervention des "casques bleus" au Kamerun. Preuve évidente que la Révolution Kamerunaise est entrée dans une phase décisive. Nous traversons actuellement un des moments de la lutte la plus acharnée pour la victoire totale et définitive du peuple Kamerunais sur les forces oppressives du néo-colonialisme et de l'impérialisme.

La théorie révolutionnaire nous enseigne qu'à pareil moment, nous devons impitoyablement lutter contre les réformistes et les opportunistes. C'est là une des conditions indispensables pour le triomphe de la Révolution. "Mais qu'est-ce que l'opportunisme ?" se demandent quelques-uns. Laissons le grand Lénine répondre à cette importante question. "Le trait caractéristique de tout l'opportunisme moderne dans tous les domaines, c'est ce qu'il a de vague et d'insaisissable. De par sa nature, l'opportuniste évite toujours de poser la question d'une façon claire et décisive : il

---

(1) Staline: *Les Questions du Léninisme*, Tome I. p. 83.

recherche toujours la résultante. il a des louvoiements de couleuvre entre deux points de vue qui s'excluent, cherchant à se mettre d'accord avec l'un et avec l'autre et réduisant ses divergences à de légères modifications, à des doutes, à des vœux pieux et innocents ...".(2)

Le fait que notre grand Parti, l'U.P.C., comprenne non seulement des prolétaires, mais aussi des semi-prolétaires, des paysans, des intellectuels, etc., explique largement que l'opportunisme fleurisse dans nos rangs à ces heures décisives de notre lutte révolutionnaire. Nous devons donc redoubler de vigilance pour dépister toutes les formes de cet opportunisme, afin de les combattre avec plus d'efficacité.

Dans la phase actuelle de notre lutte, l'opportunisme se caractérise par de perpétuelles hésitations, par d'incessants va-et-vient entre le camp de la Révolution dirigé par l'U.P.C. d'une part et le camp de la contre-Révolution représenté par le gouvernement franco-kamerunais d'autre part. Les opportunistes essaient de se constituer en une troisième force qui se donne pour mission de concilier les deux inconciliables, et ont pour instruments le tribalisme, le parlementarisme et l'anarchisme. Plus exactement, ces formes d'opportunisme se marient de mille et une façons selon les individus, les moments et les lieux. Mais à la différence du militant armé de la théorie révolutionnaire, les opportunistes, eux, n'ont jamais une idée claire, ni de convictions solides sur le processus et l'issue de la lutte, ni en conséquence sur l'attitude qu'ils devraient fermement adopter. Aussi se contredisent-ils très souvent.

Ces contradictions ressortent tôt ou tard dans le comportement de tout tribaliste. Ainsi de M. Mayi Matip : il prétend lutter pour sauver "le peuple bassa". Et pourtant, ses mains sont rouges de sang du Secrétaire Général de l'U.P.C., Ruben Um Nyobe, qui a précisément sacrifié sa vie pour la liberté et le bien-être de tout le peuple kamerunais, y com-

---

(2) Lénine: *Oeuvres choisies*, Tome I. "Un pas en avant, deux pas en arrière", p. 642.

pris la population bassa... Contradiction analogue chez Dzukam Chrétien ou Momo Paul. Il constate que la situation s'aggrave malgré la présence à l'Assemblée de 18 Bamilékés ; et pourtant il les applaudit... uniquement parce qu'ils sont Bamilékés...

Ce qu'il faut surtout souligner c'est que le tribaliste ne travaille jamais pour le bien des gens de sa tribu : il veut se servir d'eux pour accéder au pouvoir et satisfaire des ambitions personnelles. *La preuve ? Depuis un an, M. Matip est au "Parlement" : il roule dans de belles voitures, et encaisse chaque mois des sommes d'argent considérables ; pourtant les populations bassa continuent à croupir dans la misère et l'injustice. Il en est ainsi de tous les tribalistes sans aucune exception. Parce que le tribalisme n'est qu'un instrument au service d'intérêts égoïstes, il finit toujours par déclencher et entretenir des luttes intestines entre les tribalistes eux-mêmes.*

Ils sont aussi des opportunistes parce que dans leur course au pouvoir, ils essaient souvent de concilier le tribalisme et le sentiment de l'unité nationale, alors que ce sont le deux choses inconciliables : le tribalisme ne conduit-il pas au morcellement du pays en une poussière d'Etats à base ethnique ? Pour toutes ces raisons, nous demandons instamment à nous nos compatriotes de comprendre que "le tribalisme n'est pas valable en politique" *selon l'expression bien connue de notre Secrétaire Général Ruben Um Nyobe.*

Une autre forme d'opportunisme particulièrement dangereuse à l'heure actuelle pour notre Révolution, c'est le Parlementarisme. *Certains s'imaginent que pour renverser le régime néo-colonialiste, nous devons* à tout prix *participer aux élections et aux assemblées de ce régime. Nous avons déjà largement prouvé que nous étions prêts à participer à des élections générales et à en accepter les résultats. Mais à la condition que le peuple puisse librement désigner ses représentants. Ce qui exige au moins l'existence et le respect des libertés démocratiques. Or de telles libertés existent-elles au Kamerun depuis 1955 ? Certains prétendent que oui ! et invoquent à l'appui de leurs dires de prétendues lois d'am-*

nistie suivies de "ralliements massifs". Mais ce n'est là qu'une farce malheureusement lugubre. En effet chacun connait la vérité au sujet des prétendus ralliements. Il s'agit d'une véritable opération contre-révolutionnaire organisée par des gens comme MM. Mbida André ou Mayi Matip, et réalisée le plus souvent avec le concours même des forces armées françaises. Ainsi le 22 Avril 1960, à 13 h. 30, le français Delaunay, chef de la brigade de gendarmerie de Loum, a délivré à M. Kamdem Bernard, un laissez-passer, revêtu du cachet République Française et demandant aux autorités franco-kamerunaises de protéger et d'aider ce traître pour une campagne d'éventuels ralliements des maquisards.

Après avoir organisé les ralliements, on en grossit démesurément les résultats. Ainsi dans le secteur de Mbouda. peuplé de 80.000 habitants on vient d'annoncer 16.000 ralliés. Cependant. on prétend que les maquisards kamerunais se chiffrent tout au plus à 4.000. D'autre part, malgré le "ralliement" de 16.000 soldats de l'Armée de Libération Nationale dans le seul secteur de Mbouda, la lutte s'y poursuit avec acharnement. A témoin les lourdes pertes qu'y subissent les troupes françaises avec leurs mercenaires africains et leurs légionnaires originaires d'Allemagne Occidentale. Ces pertes sont bien sévères : d'après une émission de Radio-Mali en date du 15 Juillet courant, le Parti Démocrate-Chrétien de M. Adenauer lui-même, vient de reconnaître durant des débats récents au Parlement de Bonn, que de nombreux légionnaires ouest-allemands ont été tués par l'A.L.N.K. ; après avoir protesté, il s'est opposé à l'envoi de nouveaux contingents.

Un autre fait encore : les camarades qui essaient de profiter des lois d'amnistie sont rangés parmi les "ralliés". Tout cela prouve avec netteté :

(1) que l'A.L.N.K. lutte contre une véritable coalition impérialiste dirigée par les gouvernements français et ouest-allemand avec l'appui total des U.S.A.;

(2) que les statistiques et autres informations officielles sur notre glorieuse A.L.N.K. sont mensongères :

(3) que l'amnistie constitue en fait un instrument de démoralisation de notre vaillant peuple.

Enfin la prétendue amnistie n'est souvent qu'un guet-apens. A telle enseigne que les militants sortant de prison doivnt gagner le maquis et vice-versa. C'est ce que vient de reconnaître le prétendu Premier ministree M. Assale à la radio de Yaoundé. Par ailleurs, plus de trois personnes ne peuvent se réunir et les lois fascistes de mai 1959 restent toujours en vigueur. Enfin et surtout les autorités officielles proclament à tour de rôle et en public que les troupes françaises sont absolument responsables pour la protection du régime. Dès lors, où sont les libertés publiques ?

Comment le peuple peut-il choisir librement ses représentants sous un tel régime ? Participer à des "élections" organisées dans de telles conditions, c'est faire œuvre contre-révolutionnaire, c'est chercher à consolider un régime fasciste en lui donnant une auréole démocratique.

Indépendamment même de ces conditions absolument anti-démocratiques, nous devons avec Staline poser la question suivante à tous ceux qui se disent révolutionnaires :

"Par qui et où a-t-il été prouvé que la forme parlementaire de lutte est la principale forme de lutte du prolétariat ? L'histoire du mouvement Révolutionnaire ne montre-t-elle pas que la lutte parlementaire n'est qu'une école et qu'un moyen auxiliaire pour l'organisation de la lutte extra-parlementaire du prolétariat, qu'en régime capitaliste les questions essentielles du mouvement ouvrier sont résolues par la force, par la lutte directe des masses prolétariennes, par leur grève générale, par leur insurrection ?" *(Staline, id., p. 19).*

Oui ! dix mille fois oui ! à cette question. Telle est la réponse qui se dégage de la lutte du peuple kamerunais et de tous les autres peuples africains. Pendant 4 ans, et malgré l'action de tous les parlementaires d'Afrique et de Madagascar, le Parlement français a refusé de voter pour nous un Code du travail : mais il a suffi d'une seule grève générale des Travailleurs de l'Ouest africain pour arracher ce Code.

Pendant 125 ans, la lutte essentiellement parlementaire et légale du peuple algérien ne lui a valu que quelques réformes dans le cadre de la République française. Par contre, moins de 5 ans de lutte lui ont valu d'avoir un gouvernement largement reconnu dans le monde, et c'est cette lutte armée qui a finalement amené De Gaulle, l'homme du grand capital français, à proposer aux dirigeants algériens des négociations qui tôt ou tard aboutiront à l'indépendance de l'Algérie. C'est grâce à la guerre d'Indochine, à la guerre d'Algérie, à la guerre du Kamerun que les impérialistes français ont fini par voter la loi-cadre qui marque l'origine immédiate de l'évacuation actuelle des pays africains d'expression française. Aussi pour obtenir quelques bribes de pouvoirs en 1957, M. Mbida a-t-il dû tenir à l'Assemblée Nationale française les propos suivants : "Il ne faut pas que sans cesse on dise que pour avoir l'autonomie, il faut batailler et aller jusqu'à la guerre du sang". (JORF. Assemblée Nationale, 2ème séance du 4 avril 1957, p. 2057). Même si on ne le dit pas sans cesse, les fantoches savent donc très bien que leurs postes de "députés et de ministres" ont été conquis par la lutte révolutionnaire du peuple et non par l'action parlementaire.

Sur le plan général des principes et compte tenu des conditions concrètes actuelles du Kamerun, c'est donc uniquement cette lutte révolutionnaire des masses populaires qui peut renverser le régime chancelant du néo-colonialisme. Seuls les hommes de la "3ème voie", c'est-à-dire les réformistes, les révisionnistes et les opportunistes prétendent avoir découvert une autre solution. La solution des Matip et des Sendé, la solution des défaitistes et des renégats. En quoi consiste-t-elle ? A se réconcilier avec des bourreaux toujours décidés à nous massacrer tous, à remettre nos armes aux troupes d'occupation française, pour ensuite les supplier de bien vouloir évacuer notre pays. Le prétendu programme élaboré par les hommes de la trahison soutient que pour la "consolidation de l'indépendance" ils exigent avant tout le retour au calme par "la renonciation à la violence" et seulement après, la lutte pour "l'application de mesures d'ordre politique susceptibles de libérer le pays de l'emprise et de l'ingérence étrangère. Exemple : retrait des administrateurs de colonies,

retrait de l'armée étrangère, lutte pour le rétablissement des libertés démocratiques, etc.".

N'est-ce pas là un véritable plan de capitulation ? Il faut que M. Sendé dise clairement ce qu'il veut. Peu avant de déserter son poste à Khartoum, il écrivait l'année dernière à la Direction de l'U.P.C. : "Il nous faut aussi dans la perspective de la nécessité d'une reprise d'opération sur le plan militaire, savoir quelle est la force des maquis, où ils se situent, comment ils fonctionnent, et surtout évidemment les ravitailler en armes". *Il y a donc un an, M. Sendé recommandait l'action militaire comme nécessaire à la conquête d'une indépendance véritable. Aujourd'hui, il préconise d'aller supplier les impérialistes français pour qu'ils retirent leurs troupes du Kamerun et consolident ainsi notre indépendance.*

Depuis l'année dernière, les impérialistes sont-ils devenus favorables à une indépendance véritable de notre pays ? Nullement ! tout au contraire : leurs troupes d'occupation sont désormais commandées par des officiers de l'OTAN spécialisés dans la guerre contre-révolutionnaire ; ces troupes elles-mêmes sont constamment renforcées grâce au pont aérien établi entre Brazzaville et Douala ; enfin leur action est devenue plus destructrice que jamais, puisque depuis la proclamation de "l'indépendance", l'aviation bombarde des villages et des districts entiers, les exécutions sommaires se sont multipliées, etc ... Bref, depuis un an, les impérialistes français prouvent très clairement leur ferme volonté de prolonger le régime colonial, même en massacrant tout le peuple kamerunais.

Dès lors, n'est-il pas évident qu'ils sont devenus des traîtres, tous ceux qui, après avoir participé à la lutte révolutionnaire, demandent aujourd'hui d'y renoncer ? Les Matip, les Sendé et leurs complices, espèrent réaliser une révolution parlementaire à l'intérieur d'un régime fasciste et essentiellement contre-révolutionnaire. Ils affichent par là même leur caractère d'opportunistes et de défaitistes. Parce qu'ils ne veulent pas ou ne peuvent pas choisir "de façon décisive" entre le camp de la Révolution et celui de la Contre-Révolu-

tion, tous les hommes de la "3ème force". se montrent incapables de mettre sur pied un programme qui puisse réellement conduire à l'indépendance véritable du pays. Voilà pourquoi les Matip, les Sendé Jean Paul, tout en condamnant la lutte armée, menacent parfois d'y recourir si on ne leur donne pas satisfaction... Vous avez pu aussi noter que le "programme du prétendu Secrétariat Provisoire de l'U.P.C." est absolument vague sur la politique économique et sociale, la politique étrangère, etc., que devrait suivre un Kamerun réellement indépendant. De même les interventions de M. Matip dans l'Assemblée fantoche de Yaoundé...

"L'opportunisme dans le programme, *nous enseigne aussi Lénine*, est naturellement lié à l'opportunisme dans la tactique et à l'opportunisme dans les questions d'organisation... mépris de la discipline. — autonomisme — anarchisme, telle est l'échelle qu'en matière d'organisation, notre opportunisme descend et remonte, sautant d'un degré à l'autre et se dérobant avec habileté à toute formulation précise de ses principes". *(Lénine, id., pp. 634 et 643).*

C'est exactement ce que nous observons dans l'attitude de MM. Matip, Sendé Jean Paul et leurs complices. A cor et à cri, ils insistent pour que "tous nos militants s'attachent à refaire l'unité au sein de l'U.P.C.". D'abord, depuis quand notre Parti a-t-il perdu son unité ? On dit qu'il y a scission au sein d'un Mouvement quand les dirigeants n'arrivent plus à s'entendre sur leur programme et entraînent chacun de son côté une fraction plus ou moins importante des militants. Or la Direction de l'U.P.C., c'est-à-dire le Bureau du Comité Directeur, a toujours été plus solidement unie qu'un roc. Parler de scission au sein de l'U.P.C. parce que quelques militants comme Matip ou Sendé ont trahi, c'est de leur part avouer qu'ils veulent prendre la place des dirigeants pour maintenir le peuple dans l'asservissement aux impérialistes.

Nous ne nions pas que sur des problèmes concrets, les militants puissent avoir des opinions différentes. Nous disons au contraire que la libre discussion est indispensable à l'intérieur du Parti, mais qu'elle doit se concilier avec la discipline également indispensable. C'est ce qu'on appelle le

Centralisme démocratique. Nous en avons exposé les caractéristiques et les exigences dans les paragraphes 34 à 53 de "L'Unique Voie du Succès." Nous nous bornons ici à vous demander de relire, d'étudier et d'appliquer ces justes principes.

Par contre, à propos de l'unité du Parti, nous rappelons avec force qu'aucun Révolutionnaire ne peut accepter l'unité pour l'unité, car cette position est erronée et irréalisable. L'unité ne se réalise toujours qu'autour d'un programme. Or le programme de notre Parti, le programme du peuple kamerunais, c'est la lutte révolutionnaire dans tous les domaines (militaire, politique, économique, etc), pour l'instauration d'un régime de démocratie nouvelle, c'est-à-dire d'un régime où les ouvriers alliés aux paysans et à toutes les forces anticolonialistes construiront un Kamerun totalement indépendant, uni, democratique et prospère. *C'est autour de ce programme que nous devons demander à tous les Kamerunais et à tous les Africains, de s'unir dans un Front de lutte anticolonialiste et anti-impérialiste. Or les Sendé Jean Paul, les Matip et les hommes de la "3ème force" nous demandent de nous unir autour de leur programme, qui est, nous venons de le voir, un programme de capitulation, un programme de soumission aux forces du néo-colonialisme et de l'impérialisme, aux forces de domination et d'exploitation perpétuelles.*

Précisément parce qu'ils veulent prendre la place des dirigeants de l'U.P.C. et maintenir le peuple dans la misère, les Sendé Jean Paul et les Matip se livrent à la lutte d'influence, à l'anarchisme, autre forme d'opportuniste particulièrement dangereuse pour le triomphe de la Révolution. Ces opportunistes, en effet, ont besoin de détruire l'organisation existante et à la faveur des désordres, en mettre sur pied une autre, contre-révolutionnaire, dont ils prendraient la direction. Tel est le plan que les Américains avaient élaboré en faveur de Matip et que nous avons dénoncé dans "La Revolution Kamerunaise". C'est exactement le même plan que M. Sendé Jean Paul essaie de réaliser par le canal du prétendu "Secrétariat Provisoire" de l'U.P.C.

Ce "Secrétariat" a été institué en violation flagrante des Statuts et de tous les textes réglementaires de l'U.P.C. En effet, nos lois organiques ne prévoient aucun organisme pareil. Ensuite, les gens qui ont convoqué la réunion qui a créé ce "Secrétariat", ne sont investis d'aucun pouvoir dans l'U.P.C. Enfin ceux qui ont répondu à cette convocation ne représentent qu'eux-mêmes : à l'exception du délégué de la section d'Eseka, tous les autres participants sont ou bien des exclus et des renégats ou bien des gens sans mandat. Les quelques membres du Comité Directeur présents à la réunion n'étaient que des observateurs, et de toute façon ils n'ont pas le pouvoir de créer de nouveaux organismes de l'U.P.C. Bien plus, l'un d'eux, Ngom Jacques, fut exclu de cet organisme au cours de la session élargie de Novembre 1956 et seul le Congrès peut encore statuer sur son sort. Par conséquent ce "Secrétariat" doit être considéré comme n'ayant jamais exis- té : tous ses actes sont nuls et de nul effet.

Ses promoteurs, bien entendu, essaient de se justifier. Ils prétendent que de toute urgence, notre Mouvement avait besoin d'un tel organisme pour accomplir des tâches capitales en matière d'information, d'organisation et d'éducation des masses, etc ... Ils ajoutent que le "Secrétariat" est essentiellement Provisoire. Mais leur mauvaise foi est évidente :

(1) M. Sendé et ses complices savent très bien que la Direction de l'U.P.C. est prête à examiner toutes les suggestions relatives à notre lutte. Quand et par quel moyen ont-ils essayé de nous contacter pour nous soumettre des propositions ?

(2) Pourquoi n'ont-ils pas commencé par soumettre leurs projets à leurs organismes respectifs : comités de base, comité central, sections ?

(3) Pourquoi se sont-ils accordés à eux-mêmes le droit de convoquer une "Réunion intersection" ? et pourquoi n'ont-ils convoqué à cette réunion que des renégats et des gens exclus ou sans mandat de l'U.P.C. ?

(4) Dans une lettre qu'ils nous ont adressé le 20 Juin 1960, ils prétendent que "le rôle des organismes réguliers de l'U.P.C. s'était de plus en plus effacé au profit d'individuali-

tés". Pourtant, ils ont cru devoir convoquer une "réunion intersection" le 24 Avril. Le 13 Mai suivant, ils envoyaient une prétendue circulaire "à tous les Comités Centraux". Ce texte se termine par la phrase suivante : "Nous répétons que les Comités Centraux doivent nous faire parvenir leurs suggestions avant le 15 Juin 1960, afin de nous donner le temps d'agir rapidement en publiant un programme valable pour les six derniers mois de l'année 1960". Preuve évidente qu'aux yeux mêmes de ces messieurs, les organismes réguliers de l'U.P.C. fonctionnent toujours ...

(5) Si M. Sendé et ses complices voulaient demeurer dans le cadre de la discipline de l'U.P.C., pourquoi se permettraient-ils de proposer un programme en contradiction avec le Programme 1956 en 6 points et les instructions du Bureau du Comité Directeur régulièrement élu ? Pourquoi se permettraient-ils d'écrire à la Direction pour demander son "consentement a posteriori", tout en lui signifiant clairement qu'elle n'a pas à donner des ordres, des directives, mais seulement des suggestions facultatives pour MM. les membres du "Secrétariat". Dans leur lettre du 20 Juin précitée, ils proposent pratiquement à la Direction de donner son consentement à posteriori, si elle veut obtenir en retour "l'acceptation éventuelle de ses suggestions".

Bref, MM. les membres "du Secrétariat Provisoire" se comportent depuis longtemps comme l'instance suprême de l'U.P.C. Mais ils n'ont pas le courage de l'avouer officiellement. Ils se contentent des prétextes que nous venons de réfuter. Et ils ajoutent qu'ils sont les seuls à pouvoir organiser l'U.P.C. à l'heure actuelle. Pourquoi ? "Aujourd'hui, écrivent-ils dans la lettre qu'ils nous ont adressée le 20 Juin, toute personne qui veut réussir à organiser le Mouvement dans l'unité, doit plus que jamais être impartiale et libre à l'égard des tendances, de peur de blesser les susceptibilités et d'échouer dès le départ".

Qu'est-ce à dire sinon que M. Sendé Jean Paul et ses complices prétendent constituer une 3ème force, un groupe neutraliste au sein de l'U.P.C. ? Mais leur tentative est vouée à un échec certain :

(1) Sur le plan théorique, on ne saurait être neutre entre les forces impérialistes et les forces anti-impérialistes. Par ailleurs, toute politique est une politique de classe : elle favorise ou bien les intérêts des ouvriers, des paysans et de la grande majorité des Kamerunais ou bien les intérêts des impérialistes et de leurs agents qui constituent seulement une poignée de Kamerunais. Il ne peut donc y avoir de position "libre à l'égard des tendances". En fait, nous venons de voir que l'attitude des Sendé et des Matip est une attitude de capitulation devant les impérialistes, alors que la ligne politique représentée par la Direction de l'U.P.C. peut seule conduire le peuple kamerunais vers les cimes radieuses de la démocratie et du bonheur.

(2) Sur le plan des faits, la "3ème force" a déjà échoué au Kamerun. Les élections-massacres du 10 Avril 1960 ont eu au moins l'avantage d'éliminer les gens du double jeu comme Soppo Priso, Betote Akwa, etc. Certes, en dehors de l'U.P.C., d'autres compatriotes osent encore espérer qu'ils formeront une 3ème force. Mais ils doivent méditer non seulement l'expérience des Soppo Priso, mais aussi les aventures des Matip et des Sendé Jean Paul. Malgré toute la campagne de ces défaitistes, malgré tout le soutien qu'ils continuent à trouver dans les ambassades installées à Yaoundé, le peuple les démasque et les repousse de plus en plus. Ainsi la lutte armée a repris en Sanaga-Maritime ; personne aujourd'hui ne peut prétendre que M. Matip a été plébiscité "aux élections" du 10 Avril 1960. Tout en exigeant que la Direction de l'U.P.C. lui signe un acte de passation des pouvoirs, le "Secrétariat Permanent" tient compte de la vigilance de nos militants ; aussi nous demande-t-il de "donner un mandat d'organisation à ce seul organisme, faire connaître cette décision à toutes les sections et orienter l'organisation de telle façon que tous les militants sachent qu'en cette matière ils ne dépendent que de lui" (Lettre No. 70-60 au B.C.D. en date du 20-6-1960). Pourquoi d'ailleurs cette démarche tardive auprès de la Direction de l'U.P.C. ? sinon parce que le "Secrétariat Provisoire" est mort-né : aucun comité n'a répondu à ses prétendues circulaires. Ainsi, une fois de plus, l'opération du "repli stratégique de la 3ème force" a complètement avorté au Kamerun.

Nous félicitons les militants et responsables de l'U.P.C. tout le peuple kamerunais pour la vigilance dont il fait preuve envers les agissements des impérialistes et de leurs agents. *Nous sommes sûrs que cette vigilance se poursuivra jusqu'à la victoire finale. La vigilance exige même que nous prévenions le renouvellemnt de telles manœuvres. Elles proviennent souvent du fait que certaines personnes veulent à tout prix satisfaire des ambitions égoïstes. Nous devons bien expliquer à tout le monde que dans notre régime de Démocratie Nouvelle, nous aurons besoin de tous les éléments tant soit peu valables, de toutes les forces vives de la Nation. Chacun aura la place que lui vaudra aux yeux du peuple son dévouement à la cause de la Révolution, son esprit de discipline, sa capacité à trouver et à mettre rapidement en œuvre les solutions les plus conformes aux aspirations du peuple.*

Cette brochure dénonce bien d'autres conceptions erronées qui retardent le triomphe de notre Révolution. Nous ne nous y arrêterons pas, car l'exposé du Président Mao Tsé-Toung jette là-dessus une éclatante lumière.

Nous demandons instamment aux militants et responsables d'étudier soigneusement ces documents, de les expliquer dans leurs différentes réunions et de lutter avec ardeur pour la mise en pratique des décisions et recommandations qui y sont contenues.

Nous insistons en particulier pour que les militants luttent avec ardeur contre ces conceptions erronées, à l'exemple du Président Mao Tsé-Toung et des patriotes chinois qui au cours d'une guerre de 23 ans ont fini par écraser le plus redoutable des impérialistes, l'impérialisme yankee. Conformément au Programme 1956 en 6 points, il faut éliminer sans pitié tous ceux qui s'entêtent dans la voie de la contre-révolution, en s'inspirant de la riche expérience de ceux qui nous ont précédés dans la Révolution et en partant de cette parole de Lénine : "Les grands problèmes de la liberté politique et de la lutte de classe se sont tranchés en définitive que par la force". (Lénine, "Deux Tactiques de la sociale démocratie dans la Révolution démocratique").

Le Caire, le 30 Juillet 1960.

Le Bureau du Comité
Directeur de l'U.P.C.



CHAPITRE I.

L'ELIMINATION DES CONCEPTIONS ERRONEES

Section I — Introduction

La révolution kamerunaise a atteint la phase la plus importante de son histoire. Nos adversaires sont obligés malgré eux de reconnaître que rien de stable ne sera fait au Kamerun sans l'U.P.C. et, *a fortiori* contre elle.

Cependant une tendance à l'opportunisme et aux oppositions africaines se dessine dans une fraction de nos cadres. Elle s'exprime de plusieurs manières. Les chefs de file de ces conceptions erronées sont pour la plupart des militants de la dernière minute, de la onzième heure dont certains, dans leur passé ont combattu l'U.P.C. directement ou indirectement et qui croient tout savoir du parti et qui veulent à ce titre s'ériger en doctrinaires du parti.

Dans la brochure intitulée *L'Unique Voie du Succès*, la direction de l'U.P.C. a mis à nu certaines manifestations de ces conceptions erronées. Compte tenu de l'ampleur de plus en plus grandissante qu'elles prennent et de l'obstination de leurs auteurs à saper l'unité du parti, la direction de l'U.P.C. a estimé utile de dénoncer, dans un document séparé, toutes les manifestations de ces conceptions opportunistes.

La Chine, au cours de sa longue mais victorieuse révolution ayant connu les mêmes difficultés que celles qu'affronte notre parti aujourd'hui, nous avons estimé nécessaire de consacrer la Section II de ce document à un texte que Mao Tsé-Toung avait fait adopter, à ce sujet, par la 9ème Confé-

rence du Parti du 4ème Corps de d'Armée Rouge chinoise en décembre 1929. Le point de vue exprimé par Mao Tsé-Toung est entièrement partagé par la direction de l'U.P.C. C'est pourquoi elle recommande à tous les militants et responsables du parti la lecture attentive des critiques formulées par Mao Tsé-Toung et l'application des solutions qu'il proposait comme le médicament de ces maux qui rongent le parti comme un poison ronge le corps de l'homme.

En plus des conceptions erronées dénoncées par Mao Tsé-Toung il en est d'autres que l'on décèle chez nos militants de la dernière heure.

1. — Le culte des élections et la foi aveugle au parlementarisme.

Ceux qui tiennent ce langage vous disent qu'il faut aller aux élections pour éviter aux réactionnaires de passer et aller remplacer la "vapeur à l'assemblée". Depuis 1945, des élections ont eu lieu au Kamerun; des parlementaires ont été élus et tous, sans exception, sont allés nous vendre aux Français. D'autres ont été élus à l'assemblée de Yaoundé. Qu'ont-ils fait si ce n'est que nous vendre et s'enrichir ? Tout dernièrement encore, des gens se sont présentés sous l'étiquette de l'U.P.C. sans autorisation préalable de ce parti et parce qu'ils savaient que les masses ont une grande confiance en leur grand parti l'U.P.C. Il s'agit des NIYIM Pierre, dit chef Baham et de MAYI Matip. Que sont-ils devenus ces "Upécistes" sinon des contre-révolutionnaires ? Mieux que cela NIYIM et ses copains sont au gouvernement. Qu'ont-ils fait si ce n'est, avec leur caution, aggraver la situation déjà alarmante qui existait au pays ? Nous pourrions citer, dans l'histoire longue mais nécessairement victorieuse de notre révolution, beaucoup d'autres exemples. Dès lors qu'est-ce qui prouve que ceux-là qui prônent le culte des élections et la foi au parlementarisme n'auraient pas suivi la même voie que ceux qui se sont réclamés soit de l'U.P.C. soit de son programme, pour, par la suite, aller prostituer ce programme en vendant le peuple ? En 1952, Soppo Priso Paul, pour se ren-

dre à l'ATCAM fit toutes les bassesses du monde pour obtenir l'appui de l'U.P.C. Dès son élection, il n'a pas manqué de nous insulter en prétendant que personne ni aucun parti ne pouvait se réclamer de sa réussite.

D'ailleurs le parlementarisme n'a amené que ruines et misère au peuple kamerunais. En effet, ce sont nos "parlementaires" qui sont allés à l'O.N.U. comme les Okala ou Ninine, pour lutter contre l'indépendance dont ils prétendent aujourd'hui être les pionniers. Sans l'U.P.C. qui n'a jamais basé son action sur le parlementarisme rétrograde, le Kamerun ne serait jamais et même formellement comme aujourd'hui indépendant. Il en résulte que c'est l'action menée hors des assemblées fantoches par l'U.P.C. et les masses qui ont déterminé l'histoire de notre pays et non le contraire. Le parlementarisme n'est donc qu'une question personnelle, ne constitue que des ambitions personnelles et non les aspirations du peuple qui n'a que cure des élections décrétées et dirigées par les fantoches. L'histoire nous a appris aussi que les régimes décadents ne peuvent pas, par leur système électoral, permettre l'action d'une opposition qui ne peut que précipiter leur chute. A exemple nous citons les dernières élections du Kamerun où la plupart des sièges étaient de simples désignations et de l'actuelle assemblée où toute opposition, même velléitaire, est désormais exclue. Notre participation aux élections dans ces conditions n'aurait été que de l'opportunisme.

La seule et unique voie qui nous reste c'est la révolution. Toute autre solution n'est que opportunisme, capitulation et trahison nationale.

2. — La lutte d'influence.

La lutte d'influence est le cancer qui ronge l'U.P.C. Elle se manifeste de plusieurs manières.

Chez les militants de la dernière heure, c'est la course aux postes de responsabilité. La lutte d'influence, dans ce cas, consiste à prouver que tous les militants sont égaux et

que tout le monde peut être dirigeant. On brigue des postes même par des moyens humiliants et déshonorables en créant des fictions, en se faisant martyrs. On menace de quitter le parti et de créer la division préjudiciable au parti. On organise des groupes soit sur la base tribale soit sur la base familiale que l'on présente comme une fraction importante pour coûter cher au parti si cette fraction était appelée à suivre l'homme ou son chef à qui on refuserait des responsabilités de commandement. On prône l'unité à tout prix. On rassemble autour de soi tous les mécontents que l'on organise contre la direction du parti en leur racontant des sornettes ou en leur présentant des situations complètement fausses. On vous parle de gens importants qui "ont tout sacrifié pour le pays" comme si les autres n'avaient rien perdu aussi.

Tout cela est fait pour hisser l'auteur de ces conceptions ou manœuvres à des postes de responsabilités qu'hier encore il refusait de peur des représailles des autorités. C'est ce que Mao Tsé-Toung appelle l'ultra-démocratisme et l'égalitarisme absolu.

La conséquence de ces attitudes d'oppositions africaines c'est la trahison. On se souvient que Ngapeth René est parti de l'U.P.C. ainsi que Tagny Mathieu à cause de telles conceptions. Ngapeth René. durant son séjour au Kamerun occidental avait voulu comme certains aujourd'hui que la direction de l'U.P.C. lui donne un poste de responsabilités au sein de cette même direction comme si les postes de responsabilités étaient attribuées de façon discrétionnaire par la direction de l'U.P.C. et non élues par les organismes du Parti.

Dans le même cadre d'idées, la lutte d'influence adopte la méthode de chantage et d'intimidation pour réussir. On a entendu des camarades faire circuler les bruits selon lesquels il serait mauvais de renvoyer des élèves dont certains étaient des contre-révolutionnaires parce que le renvoi de ces élèves pouvait avoir pour conséquences la propagande anti-U.P.C. Selon ces camarades, l'U.P.C. doit attribuer des bourses à des individus selon qu'ils sont parents à telle ou telle personne, même si ces individus ont été des contre-révolutionnaires et cela en excluant les organismes réguliers du Parti. C'est là

une conception très erronée que l'U.P.C. ne saurait adopter. De Mbida à Assalé en passant par Ahidjo et Aujoulat, une campagne frénétique et sanglante a été menée contre l'U.P.C. Dans la mesure où cette campagne prouve la justesse de notre option, l'équité de nos décisions, l'U.P.C. n'en sortira que grandie et victorieuse. L'U.P.C. est un parti national, un parti populaire et non un parti tribal ou un regroupement de familles liées par certaines affinités.

3. — Le Moi haïssable.

Une autre conception mais qui est le résultat sinon la cause de la lutte d'influence, c'est l'hypertrophie du *moi*. Des gens vous disent que les camarades commettent des erreurs parce que *moi je ne suis pas là. "Si j'étais au maquis tout irait bien"*. Ils oublient que personne ne leur a demandé à ne pas rejoindre le maquis. Ils oublient qu'aucun Messie n'existe à l'U.P.C.

Ils vous font des propositions. Lorsque celles-ci sont refusées, ils en tirent prétexte pour parler de "dictature de la direction". Ils oublient que la meilleure démocratie veut que la minorité se soumette à la majorité et que le centralisme exige de tous les militants l'exécution des décisions de la direction.

Il fut un temps où des gens avaient peur d'avoir une responsabilité à l'U.P.C. et même de causer en public avec les Upécistes. Aujourd'hui que les fruits sont mûrs et que la récolte est proche, tous les *messies* apparaissent et vous parlent des "biens perdus" et des "sacrifices consentis".

Au moment où notre révolution prend des proportions gigantesques et que notre peuple consent tous les sacrifices pour sa libération de l'impérialisme, la direction de l'U.P.C. a tenu à réaffirmer sa détermination à ne tolérer aucune diversion au sein du Parti en publiant ce document qui aidera tous les camarades à mieux se former et à se débarrasser des conceptions qui ne peuvent que servir les ennemis.

Section II — L'Elimination des Conceptions Erronées

Au sein de l'organisation du Parti du 4ème Corps de l'Armée Rouge, il existe toutes sortes de conceptions non-prolétariennes. Cela gêne l'application de la ligne juste du Parti. Si l'on n'élimine pas définitivement ces conceptions, le 4ème Corps de l'Armée Rouge sera à coup sûr incapable de remplir les tâches que lui assigne la grande lutte révolutionnaire du peuple chinois. Ces conceptions erronnées au sein de l'organisation du Parti du 4ème Corps ont pour origine, bien entendu, le fait que cette organisation du Parti se compose essentillement d'éléments paysans et d'autres éléments petits-bourgeois ; mais le fait que les organes dirigeants du Parti n'ont pas livré un combat résolu, unanime à ces conceptions erronées, n'ont pas éduqué suffisamment les membres du Parti dans l'esprit de la ligne juste du Parti, a également constitué l'une des raisons les plus sérieuses de leur existence et de leur développement. Procédant dans l'esprit de la lettre de septembre du Comité central, la conférence du Parti, constatant la manifestation de diverses conceptions non-prolétariennes au sein de l'organisation du Parti du 4ème Corps, en indique les raisons et le moyen de les éliminer, et appelle les camarades à la lutte pour leur totale liquidation.

Le point de vue purement militaire.

Un point de vue purement militaire s'est répandu chez un certain nombre de camarades de l'Armée Rouge. Ses manifestations sont les suivantes :

1. — On oppose les questions militaires à la politique et on se refuse à reconnaitre que les questions militaires ne sont que l'un des instruments permettant de remplir les tâches politiques. Qui plus est, certains affirment que lorsque "les choses vont bien militairement, il va de soi qu'elles vont bien politiquement ; quand elles vont mal militairement, elles ne peuvent aller bien sur le plan politique". Ce qui souligne, de la manière la plus évidente, la conception selon laquelle le domaine militaire l'emporte sur celui de la politique.

2. — On affirme que les tâches de l'Armée Rouge sont au fond identiques à celles de l'armée blanche, à savoir : combattre ; on ne comprend pas que l'Armée rouge chinoise est une organisation armée remplissant les tâches politiques de la révolution. Dans la période actuelle en particulier, l'Armée rouge ne peut pas se limiter aux seuls combats ; outre l'activité militaire visant à l'anéantissement des forces armées de l'adversaire, elle a encore nombre de tâches importantes à remplir : la propagande dans les masses, l'organisation des masses, l'armement des masses, l'aide apportée aux masses en vue de la création du pouvoir révolutionnaire et même des organisations du Parti communiste. L'Armée rouge ne fait pas la guerre pour la guerre : cette guerre est une guerre pour la propagande au sein des masses, pour l'organisation des masses, pour leur armement, pour l'aide qui leur permettra de créer le pouvoir révolutionnaire ; renoncer à ces objectifs : propagande parmi les masses, organisation et armement des masses, création du pouvoir révolutionnaire, ce serait priver de son sens la guerre et l'existence même de l'Armée rouge.

3. — Cela a abouti dans le domaine de l'organisation, à la subordination des organes assurant le travail politique dans l'Armée rouge aux organes militaires, au mot d'ordre : "extension de l'autorité du commandement à l'activité de l'Armée. Le développement ultérieur d'idées semblables est lourd de menaces : on court le risque de se couper des masses, de laisser l'armée contrôler les organes du pouvoir, de s'écarter de la direction prolétarienne, et, par voie de conséquence, de glisser vers ce militarisme qui est le fait de l'armée du Kouomintang.

4. — Dans le domaine de l'agitation et de la propagande, on ignore l'importance des brigades d'agitation. Dans le domaine de l'organisation des masses, on méprise la création de comités de soldats dans l'armée et des organisations locales de masse, ouvrières et paysannes, ce qui aboutit à l'arrêt du travail d'agitation, de propagande et d'organisation.

5. — Présomption après les victoires ; accablement après les défaites.

6. — Etat d'esprit particulariste : en toute circonstance, on ne se soucie que du 4ème Corps ; on ne comprend pas que l'une des tâches importantes de l'Armée rouge c'est l'armement des masses dans les localités. C'est toujours le même esprit fractionnel, seulement à une plus grande échelle.

7. — Certains camarades, s'enfermant dans le cadre étroit du 4ème Corps, estiment qu'en dehors de celui-ci, il n'existe absolument pas d'autres forces révolutionnaires. De là cette tendance, extrêmement forte, à ménager ses forces et à éviter les actions militaires. C'est là une survivance de l'opportunisme.

8. — Le refus de tenir compte des conditions objectives et subjectives, la fièvre révolutionnaire, le refus de se livrer à un travail persévérant, imperceptible, minutieux dans les masses, la tendance à rêver de grands exploits et uniquement de grands exploits, la propension à s'abandonner aux illusions. Tout cela, ce sont des survivances du putschisme.

Les raisons d'un tel esprit "militaire" sont les suivantes :

1. — *La faiblesse du niveau politique.* D'où l'incompréhension du rôle de la direction politique dans l'armée, l'incompréhension de la différence radicale existant entre l'Armée rouge et l'armée blanche.

2. — *L'esprit mercenaire.* Par suite de l'incorporation à l'Armée rouge d'un grand nombre de prisonniers qui ont amené cet esprit mercenaire profondément enraciné en eux, on a vu se créer dans les unités inférieures les conditions favorables à la naissance de l'esprit "militaire".

3. — De ces deux raisons découle la troisième — une foi exagérée dans les forces militaires et le manque de confiance dans les forces des masses populaires.

4. — Une attention intermittente apportée au travail militaire et l'absence d'un examen actif de ce travail dans le Parti sont également à l'origine de cet esprit "militaire" qu'on retrouve chez certains de nos camarades.

Les moyens d'éliminer ces défauts sont les suivants :

1. — Elever le niveau politique des membres du Parti par le travail d'éducation, détruire les sources idéologiques de cet esprit "militaire", mettre clairement en évidence la différence existant entre l'Armée rouge et l'armée blanche. Il convient également de liquider, dans le même temps, les survivances de l'opportunisme et du putschisme et d'en finir avec l'esprit particulariste dans le 4ème Corps.

2. — Renforcer le travail d'éducation politique parmi les officiers et les hommes de troupe, en particulier auprès des anciens prisonniers se trouvant dans les rangs de l'Armée rouge. Faire tout, en outre, pour que les organes locaux du pouvoir désignent des représentants des ouvriers et des paysans, ayant l'expérience du combat, et les dirigent vers l'Armée rouge, ce qui affaiblira, par le fait même, du point de vue de l'organisation, les racines mêmes de l'esprit "militaire", jusqu'au point où il disparaîtra complètement.

3. — Développer la critique des organisations du Parti de l'Armée rouge par les organisations locales du parti et la critique de l'Armée rouge par les organes du pouvoir populaire ; il sera possible d'influencer, de cette manière, les organisations du Parti de l'Armée rouge ainsi que ses officiers et soldats.

4. — Le Parti doit porter une attention de tous les instants au travail militaire et l'examiner attentivement. Chaque décision prise par l'organisation du Parti à l'issue d'un tel examen devra être appliquée par l'intermédiaire des masses.

5. — Elaborer les thèses relatives à l'Armée rouge dans lesquelles on en définira, avec précision, les tâches, les rapports mutuels entre organes militaires et politiques, les rapports mutuels entre l'Armée rouge et la population, la compétence des comités de soldats, et enfin, leurs rapports mutuels avec les organes militaires et politiques.

L'ultra-démocratisme.

Après réception des instructions du Comité Central, les manifestations d'ultra-démocratisme ont été [illegible] oins

fréquentes dans le 4ème Corps de l'Armée rouge. C'est ainsi qu'il est devenu plus aisé, par exemple, d'appliquer pratiquement les décisions du Parti ; on n'entend plus de voix s'élever pour réclamer,à tort et à travers, la réalisation, dans l'Armée rouge, de ce qu'on appelle "le centralisme démocratique allant de bas en haut", pour "qu'on examine d'abord les questions en bas et qu'on prenne seulement ensuite les décisions en haut", etc... Mais en réalité, cet affaiblissement de l'ultra-démocratisme n'est que provisoire et superficiel : il ne signifie nullement qu'un tel état d'esprit ait complètement disparu. Autrement dit, les racines de l'ultra-démocratisme subsistent encore profondément dans la conscience de nombreux camarades. La preuve en est, par exemple, la répugnance avec laquelle on exécute les décisions du Parti.

Les moyens d'éliminer cet état d'esprit sont les suivants :

1. — Il faut montrer l'inconsistence théorique de l'ultra-démocratisme et liquider radicalement de telles conceptions. Il faut expliquer, au premier chef, que l'ultra-démocratisme menace de saper les organisations du Parti jusqu'à en entraîner l'effondrement, qu'il menace d'affaiblir et même de liquider complètement la capacité combattive du Parti, ce qui lui interdira d'accomplir sa tâche dans les luttes et aboutira, par conséquent, à la défaite de la révolution. Il convient de montrer également que l'ultra-démocratisme a ses racines dans l'indiscipline petite-bourgeoise. Pénétrant dans le Parti, cette indiscipline petite-bourgeoise alimente les conceptions ultra-démocratiques en politique et dans les questions d'organisation. Ces conceptions sont absolument incompatibles avec les tâches de combat du prolétariat.

2. — Du point de vue de l'organisation, il faut appliquer avec rigueur le principe d'une vie démocratique sous une direction centralisée. Les moyens d'appliquer ce principe sont les suivants :

a) Les organes dirigeants du Parti doivent appliquer dans leur travail une ligne juste, ils doivent savoir trouver la solution exacte à n'importe quelle question, et devenir ainsi, de véritables centres de direction.

b) Les organismes supérieurs doivent avoir une idée claire de la situation dans les organismes inférieurs et de la vie des masses, ce qui créera les conditions objectives d'une direction juste.

c) Les organismes du Parti, à tous échelons, ne doivent pas prendre de décisions irréfléchies. Une fois qu'une décision est prise, elle doit absolument être appliquée.

d) Toutes les décisions importantes des organismes supérieurs du Parti doivent être portées rapidement à la connaissance des organismes inférieurs et de la masse entière des membres du Parti : des représentants doivent être envoyés qui feront des rapports aux assemblées de militants, ou bien aux assemblées générales de cellules, ou bien encore aux assemblées de communistes dans les brigades en campagne compte tenu de la situation ;

e) Les organismes inférieurs du Parti et tous les membres du Parti doivent examiner avec soin les instructions des organismes supérieurs, en saisir tout le sens et déterminer les méthodes propres à les appliquer.

Les conceptions contraires aux principes d'organisation du Parti.

Les conceptions contraires aux principes d'organisation du Parti, ayant cours dans l'organisation du Parti du 4ème Corps, se manifestent comme suit :

A) *La minorité refuse de se soumettre à la majorité.*

C'est ainsi par exemple que lorsqu'une proposition de la minorité est repoussée, ses tenants ne veulent pas appliquer honnêtement la décision de l'organisation du Parti

Méthodes pour éliminer ce travers :

1. — Faire en sorte que tous les participants à une réunion aient entièrement la possibilité d'exprimer leurs opinions. Apporter toute la clarté désirable dans l'examen des questions litigeuses, ne pas admettre ni l'esprit "conciliateur",

ni un examen superficiel des problèmes. Si la question n'est pas réglée, il convient de l'examiner une seconde fois (si cela ne gêne pas le travail) afin d'arriver à une conclusion précise.

2. — L'une des bases de la discipline du Parti, c'est la soumission de la minorité à la majorité. La minorité, si son point de vue est repoussé, doit obligatoirement exécuter la décision prise par la majorité. En cas de nécessité, la question peut être reposée à la réunion suivante, mais aucune action allant à l'encontre de la décision prise ne peut être tolérée.

B) *La critique désorganisatrice.*

1. — La critique à l'intérieur du Parti est une arme qui sert au renforcement de l'organisation du Parti et à l'élévation de sa capacité combattive. Néanmoins, la critique dans les organisations du Parti, au sein de l'Armée rouge, prend dans certains cas un autre caractère : elle se transforme en attaques personnelles. Cela ne porte pas seulement préjudice aux individus, mais également aux organisations du Parti. C'est une manifestation de l'individualisme petit-bourgeois. Pour l'extirper, il faut arriver à ce que les membres du Parti comprennent que la critique doit renforcer la capacité combattive du Parti pour remporter la victoire dans la lutte des classes, et qu'ils n'admettent pas qu'on puisse se servir de la critique pour lancer des attaques personnelles.

2. — Nombre de membres du Parti exercent leur critique non pas à l'intérieur du Parti, mais à l'extérieur. Cela s'explique par le fait qu'il existe encore des membres du Parti qui n'ont pas clairement compris l'importance de l'organisation du Parti (assemblées, etc...) et qui pensent que la critique en dehors de l'organisation ne diffère en rien de celle exercée à l'intérieur.

Moyens pour éliminer ce travers : il faut faire comprendre aux adhérents le rôle important de l'organisation et que c'est aux réunions du Parti qu'il faut, le cas échéant, critiquer les comités du Parti ou des camarades en particulier.

L'égalitarisme absolu.

A un certain moment, les tendances au nivellement ont été très répandues dans l'armée rouge. C'est ainsi, par exemple, que lorsqu'on remet, pour leurs dépenses personnelles, de l'argent aux soldats blessés, des camarades exigent qu'on ne fasse aucune différence entre blessé grave et blessé léger et qu'on remette à chacun la même somme. Si un officier va à cheval, certains ne se rendent pas compte que cela lui est nécessaire pour l'accomplissement de sa tâche et ils ne voient dans la chose qu'une marque d'inégalité. Lorsqu'on répartit le ravitaillement, ils exigent des parts rigoureusement égales, sans tenir compte du fait que certains combattants qui se trouvent dans des conditions particulières, doivent recevoir un peu plus que les autres. Lorsqu'on transporte le riz, ils veulent que tout le monde porte la même charge, les enfants comme les adultes, les faibles comme les forts. Dans les cantonnements, ils demandent qu'on accorde à chacun le même espace et si l'état-major dispose d'un peu plus de place, voilà les insultes qui pleuvent. Dans le service, ils exigent que chacun ait rigoureusement la même tâche que les autres, et s'il en est qui ont un peu plus à faire, les voilà qui se refusent à accomplir leur tâche. Il arrive même que lorsqu'il n'y a qu'un brancard pour deux blessés, on préfère ne transporter personne sur le brancard plutôt qu'un seul d'entre eux. Tout cela prouve que les tendances à l'égalitarisme absolu parmi les officiers et les soldats de l'Armée rouge, sont encore très fortes.

L'égalitarisme absolu a la même origine que l'ultra-démocratisme en politique : l'économie artisanale, la petite exploitation paysanne. La seule différence réside dans le fait que l'un se manifeste dans le domaine politique et les autres dans celui de la vie matérielle.

Moyens pour éliminer ces tendances : il faut expliquer que l'égalitarisme absolu n'est qu'une illusion de petit propriétaire paysan et qu'en outre il ne peut y avoir d'égalitarisme absolu, non seulement lorsque le capitalisme n'a pas encore été détruit, mais même plus tard, sous le socialisme, alors que la répartition des biens matériels se fera selon le

principe : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail", et conformément aux nécessités du travail. Les biens matériels doivent être répartis, pour l'essentiel, d'une manière égale entre les hommes de l'Armée rouge (par exemple, en ce qui concerne le ravitaillement des officiers et des soldats), car la situation militaire présente l'exige. Néanmoins, il faut lutter contre les demandes absurdes d'égalitarisme, car elles ne sont pas permises par les nécessités de la lutte, mais au contraire, elles lui nuisent.

Le subjectivisme.

Certains membres du Parti sont fortement atteints de subjectivisme. Cela les empêche fort d'apprécier exactement la situation politique et de diriger leur travail. Une appréciation subjectiviste de la situation politique, de même que le subjectivisme dans la direction du travail aboutit inévitablement, soit à l'opportunisme, soit au putschisme. Les critiques subjectivistes dans le Parti, les vains bavardages, les mauvais tours qu'on se joue les uns aux autres, tout cela aboutit à des chamailleries sans principes, à l'effondrement des organisations du Parti. En ce qui concerne le problème de la critique à l'intérieur du Parti il convient de souligner une autre circonstance : c'est que certains camarades, dans leur critique, ne font nullement attention à ce qui est important, mais à ce qui est insignifiant. Ils ne comprennent pas que la tâche essentielle de la critique, c'est de mettre en évidence les fautes politiques et d'organisation. En ce qui concerne les défauts personnels, s'ils ne sont pas liés à des erreurs politiques ou à des fautes d'organisation, il convient de ne pas les critiquer trop sévèrement afin de ne pas saper l'assurance des camarades dans le travail. En outre, si l'on permet à une telle critique de se développer, on verra l'attention de l'organisation du Parti se concentrer uniquement sur de petites choses. Les camarades deviendront des pédants qui se perdent dans des vétilles et oublient les tâches politiques du Parti, c'est très dangereux.

Moyens d'éliminer ces défauts : l'essentiel, c'est d'éduquer les membres du Parti de telle sorte que leurs concep-

tions et toute la vie intérieure du Parti prennent une orientation politique et scientifique. Pour cela il faut :

1. — Eduquer les membres du Parti pour qu'ils apprennent à analyser la situation politique et à apprécier les forces des classes en lutte selon la méthode marxiste-léniniste, et renoncent aux analyses et aux appréciations subjectives.

2. — Attirer l'attention des membres du Parti sur la nécessité de rechercher et d'étudier les conditions économiques et sociales sur lesquelles on doit se fonder pour déterminer la tactique de la lutte et les méthodes de travail ; faire comprendre aux camarades qu'en se refusant à étudier la réalité, ils seront inévitablement amenés à tomber dans le marais des vaines imaginations et des aventures.

3. — En développant la critique dans le Parti, il convient de prévenir les camarades contre les jugements subjectivistes, sans appel, et contre toute banalisation de la critique ; les interventions doivent être fondées et la critique avoir un sens pratique.

L'individualisme.

Les tendances individualistes dans les organisations du Parti de l'Armée rouge se manifestent de la manière suivante :

1. — *L'esprit vindicatif.* Un membre du Parti qui a été soumis à une critique dans une organisation du Parti par un de ses camarades de l'Armée, cherche à se venger de lui en dehors de l'organisation du Parti : les coups, les insultes — voilà des exemples de ces vengeances. On cherche également à se venger au sein de l'organisation du Parti : "Tu m'as critiqué à la dernière réunion ; à la prochaine, je tâcherai de trouver un prétexte pour te chercher noise et me venger". Un tel esprit vindicatif procède uniquement de conceptions individualistes. Il ne reconnaît ni les intérêts de classe, ni les intérêts du Parti. Il n'est pas dirigé contre les classes ennemies, mais contre les camarades qui combattent

dans les mêmes rangs que vous. Il ronge l'organisation comme un poison et affaiblit ses capacités de lutte.

2. — *L'esprit de groupe.* On ne se soucie que des intérêts d'un petit groupe et on méprise les intérêts communs. Bien qu'extérieurement on ne semble pas se soucier des intérêts d'un seul individu, il s'agit quand même d'un individualisme extrême. L'esprit de groupe a une action aussi dissolvante, il est aussi nuisible à l'organisation que l'individualisme. Pendant longtemps, comme une véritable épidémie, l'esprit de groupe a fait des ravages dans l'Armée rouge : grâce aux critiques, la situation s'est quelque peu améliorée, mais il existe encore des survivances de l'esprit de groupe, et il convient de faire de nouveaux efforts pour en venir à bout.

3. — *L'esprit mercenaire.* Certains individus ne comprennent pas que le Parti et l'Armée rouge sont les instruments nécessaires à l'accomplissement des tâches de la révolution et que chacun d'eux représente un élément de ces collectifs ; ils ne comprennent pas qu'ils sont appelés à réaliser eux-mêmes cette révolution et qu'ils sont responsables devant elle, et non seulement, comme ils se l'imaginent, devant leurs supérieurs. Une telle attitude passive, un tel esprit mercenaire à l'égard de la révolution constituent également une manifestation d'individualisme. L'existence d'un tel état d'esprit s'explique par le fait que nous n'avons pas tellement de militants actifs qui donnent, sans réserves, toutes leurs forces à la révolution. Si nous ne liquidons pas cette psychologie de mercenaire, nous ne verrons pas grandir le nombre de nos militants actifs, et les lourdes tâches de la révolution pèseront uniquement sur les épaules de quelques camarades, ce qui aura une influence extrêmement défavorable sur le cours de notre lutte.

4. — *Le goût des plaisirs.* Nombreux sont ceux dans l'Armée rouge chez qui l'individualisme se manifeste par le goût des plaisirs. Ils voudraient toujours que nos troupes se dirigent vers les grandes villes, non pour le travail, mais pour les plaisirs. Avant toute chose, ils n'aiment pas travailler dans les régions rouges où les conditions de vie sont pénibles.

5. — *La passivité et le tire-au-flanc.* Certains, quand les choses ne vont pas comme ils veulent, deviennent passifs et se refusent à travailler. La raison essentielle, c'est l'insuffisance du travail éducatif ; néanmoins, il arrive parfois que de telles choses soient dues à l'attitude fausse des dirigeants concernant la solution donnée à diverses questions, la répartition des tâches et l'emploi des mesures disciplinaires.

6. — *Le désir de quitter l'armée.* Chaque jour, on voit grandir le nombre des militants de l'Armée rouge qui demandent qu'on les retire de l'armée et qu'on leur assigne une tâche civile. Ce n'est pas toujours dû à des raisons de caractère personnel ; cela s'applique également par le fait :

a) que les conditions matérielles d'existence de l'Armée rouge sont pénibles ;

b) que la durée du combat a fatigué les camarades ;

c) que les dirigeants commettent des erreurs dans la solution donnée à diverses questions, la répartition des tâches ou l'emploi des mesures disciplinaires.

Moyens de corriger ces défauts : il convient, au premier chef, de renforcer le travail éducatif afin de triompher de l'individualisme sur le plan idéologique. Il faut en outre trouver des solutions correctes à toutes les questions, à la répartition des tâches et à l'emploi des mesures disciplinaires. Il convient en outre de prendre les mesures propres à améliorer les conditions matérielles d'existence de l'Armée Rouge, à utiliser toutes les possibilités qui se présentent pour permettre aux troupes de se reposer et de se réorganiser. En analysant les racines sociales de l'individualisme, il faut tenir compte qu'il est le reflet de l'idéologie petite-bourgeoise et bourgeoise dans le Parti. C'est ce qu'il faut expliquer dans notre travail d'éducation.

Accra, le 9 Juillet 1960.

Pour le Bureau du Comité Directeur :

Félix-Roland MOUMIE
Président de l'U.P.C.

KINGUE Abel
Vice-Président de l'U.P.C.

CHAPITRE IX

ENCORE UNE FOIS HALTE AUX MENEES TRIBALISTES

Le 13 septembre 1958, un coup dur était porté à l'U.P.C. lorsque, avec la complicité de certains transfuges, Ruben UM NYOBE., Secrétaire Général du Parti, tomba, lâchement assassiné par les colonialistes français. Le peuple en était encore à se démander si la nouvelle de sa mort était vraie, lorsqu'à sa grande stupefaction un singulier "héritier" par-dessus la mêlée consternée, décréta le ralliement des maquisards et se rendit de façon spectaculaire aux colonialistes et à leurs agents locaux. Tactique et stratégie destinées à déjouer les plans des colonialistes, voilà ce qu'avaient aussitôt inventé quelques griots appointés, rassemblés autour de MAYI Matip pour tenter de dissimuler à l'opinion publique kamerunaise ce qui au fond n'était qu'une réadaptation au Kamerun de l'opération "repli tactique" de 1950 qui a dangereusement retardé la marche de l'horloge de l'histoire africaine.

Mais malheureusement pour nos "messagers nouveau genre", la maturité politique et la vigilance du peuple kamerunais avaient atteint un degré lui permettant de relever avec honneur tout défi. Ainsi donc ce peuple ne fut pas long à découvrir qu'au nom du "ralliement' il était demandé aux patriotes d'aller purement et simplement se rendre à leurs assassins, au moment précis où leur lutte contraignait l'ennemi à vouloir jeter du lest. Là notre tribaliste qui accompagna la campagne en faveur du ralliement acheva du reste de confirmer l'opinion du peuple. Ruben UM-NYOBE fut en effet un adversaire acharné du tribalisme. On comprenait mal que son "heritier" MAYI Matip eût justement pour credo de sa politique le tribalisme. Il répétait à l'envie qu'il fallait

éviter que fût décimé tout le "peuple bassa". Nous savons à quoi a abouti ce malheureux jeu :- Matip qui comptait ainsi s'assurer le soutien des impérialistes franco-américains pour être hissé au pouvoir a vu son projet avorter dans l'œuf. Il doit actuellement remâcher sa honte. Et avec lui tous ceux qu'il avait bercés de mille et une illusions, pour les amener à renier leur idéal de militants révolutionnaires ; car, les événements ultérieurs ont démenti toutes les fables échafaudées par la presse colonialiste autour du transfuge Matip. La Sanaga Maritime bouge comme les autres régions de notre pays pour précipiter la venue du jour où seront balayés par la tempête populaire tous ceux qui à Yaoundé croient pouvoir continuer longtemps à matraquer impunément les paisibles populations, avec l'appui d'une armée étrangère.

Cependant, si l'opération "ralliement" et "réconciliation nationale" a été dépistée à temps et stigmatisée avec succès, ses protagonistes ne veulent nullement s'avouer vaincus. D'autres opportunistes en mal de gloriole et de popularité, voudraient quand même tenter encore l'expérience. Cette fois c'est la Région Bamiléké qui est choisie comme banc d'essai. Ici comme en Sanaga Maritime, parce qu'il s'agit du maillon d'une même chaîne contre-révolutionnaire, la tactique est exactement la même, les fibres tribalistes étant exploitées au maximum. Exactement comme en Sanaga Maritime aussi, les chefs de file de cette campagne de démoralisation se recrutent surtout parmi les anciens détenus politiques, les renégats de l'U.P.C. et parmi quelques renégats de l'A.L. N.K. Ainsi en nommant le trio Dzukam Chrétien—Niyim Pierre—Momo Paul, nous aurons situé les faits et les responsabilités. Les arguments développés par ces messieurs à l'appui de leurs thèses défaitistes défient toute logique dialectique.

Où Dzukam verse dans un tribalisme des plus désuets.

De Tchollire où il était assigné à résidence Dzukam Chrétien avait entrepris ces derniers temps auprès de ses camarades de prison comme de ses correspondants à l'exté-

rieur une campagne épistolaire qui avait pour but évident de préparer les uns et les autres à une action de sape à l'encontre de la révolution. Cela a été pour lui l'occasion de verser dans un tribalisme des plus désuets. Le 4 mai 1960, d'une lettre à l'un de ses correspondants, nous extrayons ces lignes :

> "...De toutes ces questions vient en premier lieu la "situation politique du pays et celle du *Bamiléké en* "*particulier*. En effet, je dois dire franchement que je "suis entièrement démoralisé devant le drame que tra-"verse *notre région...* En Bamiléké, à Douala et Mungo, "on a tué toute la jeunesse bamiléké. Les rares informa-"tions que je reçois me plongent dans le souci, et je ne "cesse de m'interroger sur l'avenir Bamiléké, et surtout "sur le sort des milliers de veuves et d'orphelins. De-"vant cette situation... et songeant à mes responsabilités "je reste de plus en plus déterminé dans la voie de la "paix et de la réconciliation *à l'exemple de la Sanaga* "*Maritime...* par des moyens pacifiques dans la légalité, "nous renverserons bien des choses. Enfin il faut re-"noncer à la violence et renverser le régime par la sa-"gesse... Dans les prisons de Dschang, Bafoussam, "Mbouda, Bangou, Bangangté, Bafang, Nkongsamba, "Mbanga, Douala, Yaoundé, Abong-Mbang, Yoko, Moko-"lo, etc., etc., ce sont nos frères et quelques rares races. "Regarde la participation aux élections : il n'y a que "Bamiléké, Mungo, Wouri qu'on constate l'abstention. "C'est mieux à Bafoussam et à Dschang parce que la "population voulait se débarrasser des criminels Kamga "et Djoumessi. Tous les anciens élus sont écartés à part "Batcham, n'êtes-vous pas contants ?" (souligné par nous UPC).

L'une des thèses courantes entre les lèvres des défaitistes est celle qui leur fait dire qu'en dépit d'opinions antagonistes de "façade" (sic) Ahidjo et le Président de l'U.P.C. sont d'accord quant au fond pour faire massacrer les "pauvres" Bamilékés. En effet, clament-ils, il n'y a pas d'action armée à Garoua comme à Foumban où Félix MOUMIE "n'a aucune assise dans les masses". Cette argutie comme celles

développées dans la lettre de Dzukam à son correspondant se détruisent d'elles-mêmes. Elles méritent cependant certaines réflexions :

(1) Pour les besoins d'une cause contraire aux intérêts du peuple kamerunais, Dzukam ferme l'œil sur les exploits de *tous les patriotes de notre pays* on ne voit en eux que les "Bamilékés" ; il crée ainsi en faveur d'une tribu un complexe "grand révolutionnaire" qui ne peut que nuire au développement de la Révolution. L'U.P.C. ne s'associera jamais à une telle action de sape. Car au nom de quelle logique peut-on se féliciter de la défaite des criminels Kamga et Djoumessi aux dernières "élections" en Région Bamiléké et se taire sur celle de Betoté Akwa et Soppo Priso à Douala, puisque les uns et les autres portent de lourdes responsabilités dans la situation tragique que connaît aujourd'hui notre pays ? Cette omission volontaire ne dénote-t-elle pas une manifestation tribaliste sans pareille ?

(2) Malgré tous les efforts désespérés tentés par Dzukam pour se défendre de toute action contraire aux exigences du Parti, il est démontré qu'il poursuit à l'échelle de la région Bamiléké l'expérience contre-révolutionnaire de Matip, puisqu'il avoue lui-même "suivre l'exemple de la Sanaga Maritime".

(3) Ceux qui ramènent le problème kamerunais aux dimensions étriquées d'une tribu et s'en servent pour "justifier" leur campagne contre le Président de l'U.P.C. oublient sciemment que celui-ci fut élu au cours d'un Congrès réunissant les délégués venus de tous les coins de notre pays.

(4) A la réunion du Comité Directeur élargi de l'U.P.C. en novembre 1956 à Kumba, Dzukam Chrétien était, avec Tagny Mathieu, de ceux qui préconisaient ouvertement l'action armée comme "seule solution" face à l'intransigeance des colonialistes. Lorsqu'aujourd'hui, il invite le peuple kamerunais à déposer les armes, "renoncer à la violence et renverser le régime par la sagesse" à quoi veut-il aboutir sinon à la scission et à la trahison, puisque malgré l'indépendance nominale, les mêmes forces demeurent en place, plus intransi-

géantes qu'elle ne l'étaient en 1956 ? Il précise d'ailleurs sa pensée lorsqu'il affirme, dans sa lettre du 12 mai 1960 à l'un de ses correspondants : " je suis certain que certaines victoires pouvant être remportées par la paix ne le seront pas "actuellement par la force".

Il est important, pour clore ce chapitre, de souligner que toutes les lettres auxquelles nous nous référons étaient toujours transmises aux destinataires sous le couvert du Préfet. Il s'agit donc d'une campagne de démoralisation menée avec l'appui et même les encouragements des colonialistes. C'est d'ailleurs ce qu'explique la libération de Dzukam dépêché immédiatement en Région Bamiléké alors que, selon Assale, dans son dernier discours, les camarades libérés en même temps que lui ont été de nouveau arrêtés et inculpés.

MOMO Paul use les mêmes arguments que Dzukam.

Après avoir lutté aux côtés du peuple kamerunais contre les colonialistes et leurs agents locaux, Momo Paul, en mal de popularité, capitula ces derniers temps ; mais tout comme les autres renégats, il n'ignore pas à quel point le peuple kamerunais est politiquement mûr et vigilant. Il a cru donc devoir ruser avec ce peuple en usant du faux.

Dans une lettre qu'il faisait parvenir au Bureau du Comité Directeur de l'U.P.C. il y a deux mois, Momo Paul reconnaissait avoir pris contact avec les autorités françaises dans le Mungo comme dans le Bamiléké. Il reconnaissait également avoir préconisé la participation aux élections, et ce, contrairement à la décision prise par l'U.P.C. de boycotter lesdites élections. Il promettait reprendre la lutte avec une énergie redoutable au cas où le résultat des élections ne serait pas à l'avantage des forces progressistes. Sa position sur cette question précise rejoint celle de Dzukam qui affirme, dans une des lettres destinées à un de ses correspondants, datée, elle, du 12 mai 1960 : "Je suis resté contre le mot "d'ordre d'abstention qui aurait permis aux Djiné, Djoumessi, Kamga, Kémajou, Nembot d'être réélus".

Déjà dans une lettre datée du 4 mai 1960, il avouait : "...Je voulais aller aux élections pour écarter Kamga à Bafoussam".

Aujourd'hui il nous faut relever :

(1) Que les "élections" ont eu lieu depuis le 10 Avril.

(2) Qu'il n'y a pas eu une "majorité et un gouvernement Upécistes" puisque précisément c'est pour éviter cela qu'au mépris de l'indignation du peuple. les "élections" ont été organisées dans les conditions que l'on connait.

(3) Que Djiné, Djoumessi, Kamga, Kémajou, Nembot, Bétoté Akwa. Bellé, pour ne citer que ceux-là, n'ont pas été réélus ; mais il ne s'agit là que d'un changement de personnes. la politique restant exactement la même.

(4) Que les 18 Bémilékés déclarés élus au lendemain du 10 avril. après s'être réclamés de l'U.P.C. pour la plupart. ont définitivement renié ce parti en formant un groupe politique à eux.

(5) Que certains d'entre eux partagent même des responsabilités an sein du gouvernement fantôche de Yaounde contre lequel se dresse le peuple kamerunais quasi-unanime.

(6) Que d'aucuns ont eu tort de poser le problème sous l'angle des personnes.

(7) Qu'en définitive, les arguments développés pour "justifier" toute participation aux élections-massacre du 10 avril 1960 se sont écroulés d'eux-mêmes à l'examen des faits. Dzukam le reconnaît quand il écrit le 4 mai 1960 : "Ce qu'il faut souligner, c'est qu'après les élections, les "événements s'aggravent de plus en plus, et je m'inquiète "que les 18 élus Bamilékés à l'Assemblée avec les autres "nationalistes ne soient capables de faire quelque chose "face à la situation. Souhaitons que cette assemblée fasse "quelque chose, mais je doute...".

Mais s'il reconnaît ce fait inéluctable, Dzukam les applaudit des deux mains, tout simplement parce qu'ils sont

"Bamilékés", les mal-élus qui n'ont exploité les aspirations nationales du peuple que pour satisfaire leurs ambitions personnelles. Toujours dans sa lettre du 12 mai 1960, il affirme : "...Cette position n'est pas mal".

Pas mal la position des députés qui, comme Niyim Pierre a réuni, depuis le 14 mars 1960, tous les maquisards ralliés pour [redacted] civique" ou "auto-défense".

[redacted] s'est complètement démasqué, car non seulement il n'a pas repris la lutte, mais au contraire il a organisé une campagne en faveur du "ralliement" des patriotes. Un accord est intervenu entre lui, le préfet de Mungo et les autorités militaires dans le sens de faciliter cette campagne. C'est ce qu'atteste une autorisation signée le 22 avril 1960 à 13 heures 30 à Loum par le Maréchal des Logis-Chef Delaunay, commandant la brigade de gendarmerie de cette localité. Elle "assure protection" à Kamden Bernard, représentant de Momo dans ce district, au cours de ses tournées "en vue d'éventuels ralliements". Les bombardements des villages qui se multiplient aujourd'hui en région Bamiléké le sont avec l'aide de Momo Paul qui indique aux troupes des mercenaires français les lieux des maquis. Bien plus, dans plusieurs villages on signale des cas d'enfants, de vieillards et des femmes enceintes massacrés par les quelques partisans de Momo Paul. Sur les cadavres des victimes ils prennent toujours soin de laisser des écritaux portant le nom de Singap Martin. Ce qui est clair, c'est que lorsque Momo luttait aux côtés du peuple, l'on n'a jamais assisté à des tragédies de ce genre. Comme en Algérie, les soldats français ont depuis ces derniers temps fait confectionner des uniformes exactement comme les soldats de l'A.L.N.K. Ce déguisement leur permet, avec la complicité des agents de Momo, de commettre des crimes abominables dont on rend responsable le Chef de l'Etat-Major Général de l'A.L.N.K. L'attitude de Momo abandonnant l'ennemi commun pour diriger ses armes sur le peuple kamerunais imite à s'y méprendre celle du M.N.A. en Algérie. Déjà, au lendemain des événements qui eurent lieu au Kamerun, avant comme après la proclamation de l'indépendance, Sendé Jean-Paul confiait à un de ses correspon-

dants : "...nous allons maintenant prendre aussi les armes et "faire comme le M.N.A. contre le F.L.N. en Algérie".

Aucun mandat de l'U.P.C.

Evidemment tous les renégats, qu'il s'agisse de Mayi Matip, de Dzukam ou de Momo Paul, prétendent agir au nom de l'U.P.C. C'est le cas par exemple de Momo Paul qui, au cours d'une de ses tournées à Bafoussam, déclarait avoir reçu des instructions du Bureau du Comité Directeur de l'U.P.C. L'U.P.C. qui dirige la révolution populaire se déjugerait si elle donnait des instructions à des renégats pour conseiller la scission et la trahison. Il est nettement établi aujourd'hui que Momo Paul collabore étroitement avec Ahidjo. S'il agissait sur les directives de l'U.P.C. cela voudrait dire que notre Parti et les fantoches de Yaoundé se seraient mis d'accord ; la lutte ne continuerait plus.

L'U.P.C. n'a jamais donné mandat à Dzukam ni à Momo pour prêcher la trahison. Ces derniers ont d'eux-mêmes pris la décision de se mettre en marge de la discipline du Parti et ont ainsi trahi la cause du peuple.

CONCLUSION

En conclusion, la question n'est pas d'attendre que les élus de Yaoundé fassent le travail pour le peuple. Ils ne peuvent, dans les conditions actuelles que contribuer à l'aggravation de la situation tragique que connaît notre pays. Seule l'action directe du peuple imposera la solution du problème. C'est là un processus inévitable. Ces derniers temps, devant des élus impuissants, c'est l'action qui, en Corée du Sud, au Japon et en Turquie, a imposé un recul à la dictature. Plus près de nous, dans la République indépendante du Congo, si des points importants sont marqués sur l'ennemi chaque jour dans la lutte contre les néo-colonialistes, c'est parce que le peuple est descendu dans les rues. Il a eu l'avantage d'être suivi dans sa lutte par ses dirigeants et ses élus, qui eux, ont

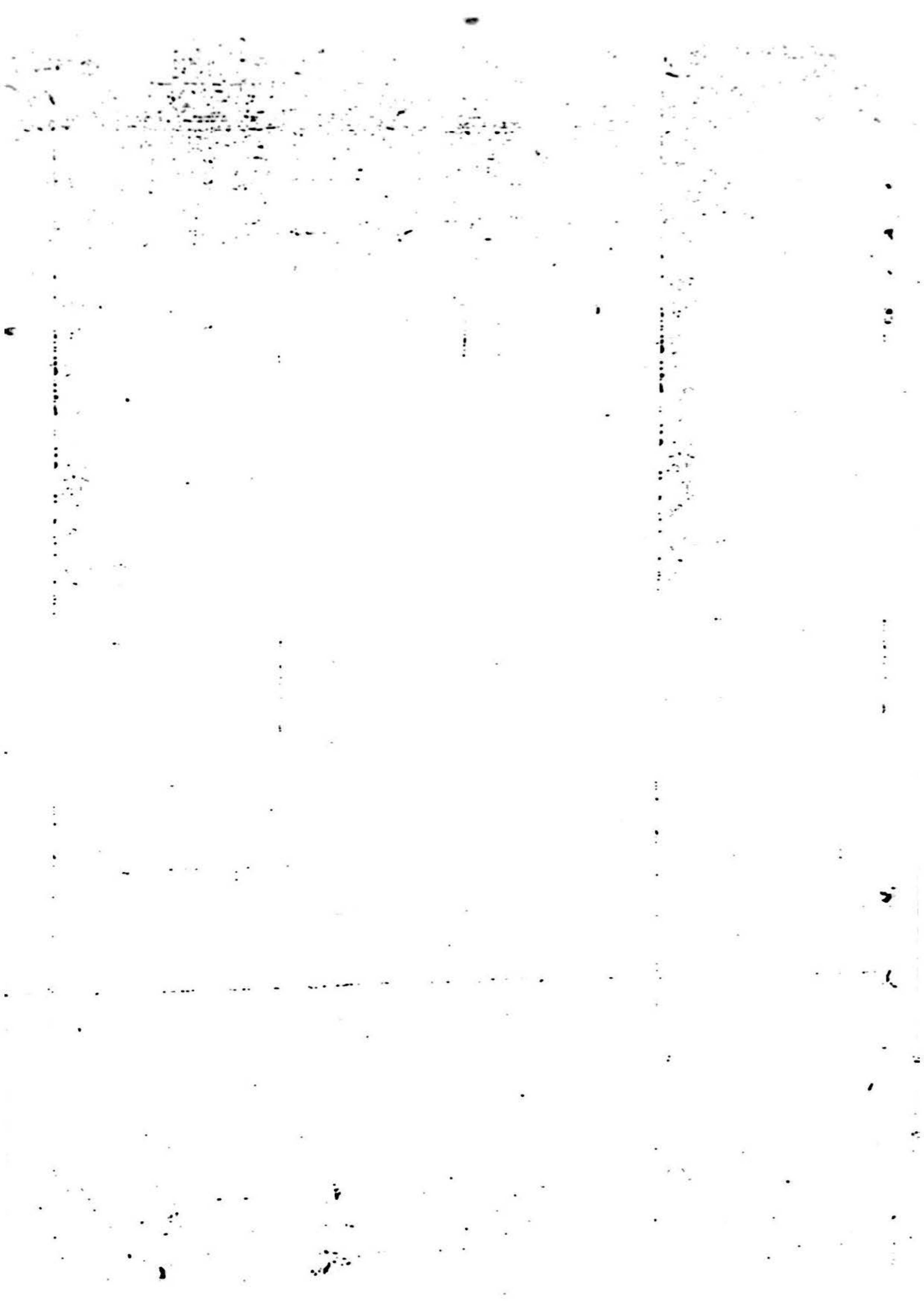
compris qu'ils doivent leur avenir au peuple et non à l'étranger. Exactement comme au Kamerun, on a fait venir le Général belge Jansens pour protéger les bases militaires de l'O.T.A.N. Le peuple s'est rebellé et Jansens a été limogé. Si les "élus" et le "gouvernement" du Kamerun pouvaient en faire autant face au Général Briand et au Colonel Bigeard, ils pourraient convaincre les gens sur leur indépendance vis-à-vis des impérialistes. Or comme ils sont loin de prendre une telle position historique, il appartient au peuple et à l'A.L.N.K. de poursuivre, avec toujours plus de détermination, sa lutte libératrice assurée du succès.

Nous lançons un pressant appel à tous les patriotes kamerunais au sein de l'assemblée comme hors de celle-ci afin qu'ils se joignent à nous autour du programme minimum défini dans notre communiqué du 10 juillet 1960. Là et là seulement réside le salut de la Nation.

Le Bureau du Comité Directeur :

Félix-Roland MOUMIE
Président de l'U.P.C.

KINGUE Abel — Ernest OUANDIE
Vice-Présidents de l'U.P.C.



CHAPITRE III.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Une réunion de l'U.P.C. a eu lieu à Accra les 8, 9 et 10 juillet 1960, à laquelle assistaient :

Félix-Roland MOUMIE : Président de l'U.P.C.

KINGUE Abel et Ernest OUANDIE : Vice-Présidents de l'U.P.C.

MBONG Silas : Membre du Secrétariat de la Section Départementale du Nyong et Kellé de l'U.P.C.

OWONO Simon : Président de la Section Départementale de l'U.P.C. au Dja et Lobo.

NDOOH Isaac : Responsable à l'Organisation au Comité Central de l'U.P.C. à Kumassi (Douala).

EKWALLA Robert : Secrétaire du Comité Central de l'U.P.C. à Deido (Douala).

FOUNOU Timothée : Président du Comité Central de l'U.P.C. à Accra.

YANA YANA Gilbert : Responsable à l'Organisation au Comité Central de l'U.P.C. à Accra.

I. — Il a été procédé au cours de cette réunion, à une analyse de toute la situation politique actuelle du Kamerun, de la situation intérieure de l'U.P.C., du problème de la "réconciliation nationale", et des communications qu'un soi-disant "Secrétariat Provisoire de l'U.P.C. chargé de l'expédition des affaires courantes" a envoyées à la Direction de l'U.P.C. par l'entremise du Camarade Mbong Silas. En connection avec ces différents problèmes, ont été examin-

conditions concrètes susceptibles de ramener le calme au Kamerun.

II. — La Direction de l'U.P.C. a déclaré méconnaître l'existence du secrétariat dit provisoire et a ordonné sa dissolution immédiate. Cette décision est fondée sur le fait que cet organisme est *anti-statutaire* et voudrait par ce fait se substituer aux organismes réguliers du Parti en entretenant une confusion et en suscitant des oppositions africaines qui ne peuvent profiter qu'aux impérialistes et à leurs laquais.

La réunion est tombée d'accord qu'il n'y a et qu'il n'existe qu'une seule direction de l'U.P.C. à laquelle doivent être rattachés tous les organismes de l'U.P.C. et ce, conformement aux textes réglementaires du Parti (statuts, Reglement intérieur et le Programme 1956 en six points).

III. — La réunion a été unanime pour reconnaître que le Kamerun ne pourra se construire que dans la paix, la démocratie et la liberté totale.

A cet effet, elle invite tous les patriotes kamerunais sans distinction aucune, de se mobiliser comme viennent de le faire nos frères de la République du Congo pour :

(a) le retrait immédiat de toutes les troupes et techniciens militaires étrangers du Kamerun ;

(b) l'abrogation de toutes les lois scélérates de mai 1959 et leur substitution par la reconnaissance à tous les citoyens kamerunais de toutes les libertés démocratiques prescrites par la Charte de l'O.N.U. et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;

(c) la lutte pour une véritable indépendance nationale par :

— l'abrogation de tous les accords secrets ou autres conclus avec une tierce puissance et susceptibles de compromettre la souveraineté nationale du Kamerun

— l'africanisation immédiate et totale de tous les cadres politiques et économiques tant du secteur

public que privé en vue d'éviter la dépendance du pays à une puissance étrangère

— le retrait immédiat de tous les administrateurs des colonies et des techniciens français qui occupent des postes-clés de l'Etat et qui peuvent par leur situation compromettre la sécurité du pays ;

(d) la réunion d'une table ronde dans un pays indépendant d'Afrique autre que le Kamerun et les territoires de la Communauté française et ce, pour des mesures de sécurité et de succès, réunissant toutes les opinions antagonistes en présence, en vue de discuter et de trouver les mesures concrètes pour le rétablissement de la paix.

La réunion de l'U.P.C. est tombée d'accord qu'en dehors de ces conditions, aucune autre n'est susceptible de faire ramener la paix dont le Kamerun a besoin pour son développement économique et social.

La réunion engage tous les membres, militants et responsables de l'U.P.C. à être à l'avant-garde de cette lutte. Elle invite tous les travailleurs kamerunais à faire pression sur leurs organisations syndicales pour s'associer à l'U.P.C. et créer un front uni de lutte anti-impérialiste sur la base de ce programme minimum et commun qui fera, s'il est réalisé, du Kamerun un pays réellement indépendant, riche, prospère et fort.

IV. — Tous les militants et responsables de l'U.P.C. présents à cette réunion, s'engagent quant à eux, chacun dans sa

..., à respecter ce programme et les dispositions de ce communiqué et à les faire prévaloir pour le salut de la patrie et de leur GRAND et IMMORTEL PARTI, l'U.P.C.

Fait à Accra, le 10 Juillet 1960.

Félix-Roland MOUMIE

KINGUE Abel

Ernest OUANDIE

MBONG Silas

EKWALLA Robert

NDOOH Isaac

OWONO Simon

FOUNOU Timothee

YANA YANA Gilbert

[illegible]

7501F

Pour mieux lutter, le Militant de l'U.P.C. doit chaque jour s'armer et se former idéologiquement. Il doit constamment et attentivement lire et expliquer les publications du Parti. Pour connaître le programme économique et social de l'U.P.C., il doit lire "La Révolution Kamerunaise". *Pour connaître les principes idéologiques du Parti, il doit lire* "L'Unique voie du Succès et l'Elimination des conceptions erronées".

Imprimerie "MONDIALE"